EXTRAIT:

**GRAND
CHÂTELLERAULT**

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION

Nombre de membres en exercice : 25

PRESENTS (17) : M.ABELIN, M.PEROCHON, M.SULLI, Mme LAVRARD, Mme BARREAU, M.MEUNIER, M.PREHER, M.BONNET, M.CHAINE, M.DAGUISE, M.JUGE, M.BARBOT, Mme DE COURREGES, M.GAUTHIER, M.GUIMARD, Mme PIAULET, M.MELQUIOND

POUVOIRS (6) :

M.COLIN donne pouvoir à M.CHAINE
M.TREMBLAIS donne pouvoir à M.SULLI
Mme BOURAT donne pouvoir à Mme LAVRARD
Mme AZIHARI donne pouvoir à M.PREHER
M.BEN EMBAREK donne pouvoir à M.MEUNIER
Mme MOREAU donne pouvoir à M.ABELIN

EXCUSES (2) :

M.PICHON
M.HENEAU

Secrétaire de séance : M.Lucien JUGE

RAPPORTEUR : Monsieur Gérard PEROCHON

OBJET : Évolution du régime indemnitaire

Conformément aux dispositions de la loi n° 84-83 du 26 janvier 1984, il appartient au bureau communautaire de délibérer afin de fixer le régime indemnitaire des agents territoriaux employés par la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault, dans le respect des principes suivants :

- parité des agents de la fonction publique de l'État : les sommes versées à un agent territorial ne doivent pas excéder celles versées à un fonctionnaire de l'État exerçant des fonctions équivalentes.*
- légalité : aucune prime ou indemnité ne peut être attribuée aux personnels territoriaux en l'absence de texte l'instituant expressément,*
- libre administration : il appartient à l'assemblée délibérante de l'institution de fixer la nature, les conditions d'attribution et le taux des indemnités applicables dans le respect des montants plafonds instaurés par l'État.*

Un certain nombre de délibérations régissent le régime indemnitaire au sein de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault. Cependant, le cadre réglementaire a évolué, en particulier avec la mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) suite à la publication du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pour les agents de l'État et il convient de s'y conformer.

Pour cela, depuis le milieu de l'année 2017, un travail a été mené pour permettre la mise en place du nouveau régime indemnitaire. Des groupes de travail au sein de Grand Châtellerault, de la Ville de Châtellerault et du CCAS de Châtellerault ont été mis en place afin de pouvoir coter les postes et déterminer des groupes fonction des emplois de l'organisation. Ces groupes de travail ont été menés pour chaque catégorie avec des représentants du personnel et des agents représentatifs de toutes les filières.

Le RIFSEEP ne s'applique pas encore à tous les cadres d'emplois, mais l'ensemble des cadres d'emplois est concerné par les objectifs assignés au régime indemnitaire :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRAND CHATELLERAULT

Délibération du bureau prise par délégation

du 5 novembre 2018

n°2

page 2/3

- *maintien des rémunérations des agents au passage au RIFSEEP au 1^{er} janvier 2019,*
- *valorisation des fonctions,*
- *équité entre les filières et à poste équivalent,*
- *transparence.*

C'est pourquoi la présentation de l'annexe reprenant les modalités de mise en place du régime indemnitaire est construit en plusieurs temps :

- *les principes généraux du régime indemnitaire*
- *le RIFSEEP*
- *les primes et indemnités pour les cadres d'emplois qui ne relèvent pas du RIFSEEP*
- *les autres indemnités cumulables avec les régimes indemnitaires de toutes natures.*

* * * * *

VU la délibération n°2 du conseil communautaire du 22 avril 2014, déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant disposition statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988, relatif aux agents non titulaires,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire,

VU le décret n° 2014- 513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'État,

VU l'arrêté du 14 novembre 2017 pris pour l'application aux préfets affectés sur un poste territorial, et aux représentants de L'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

VU les avis rendus par les comités techniques des 27 avril, 4 mai, 5 juillet et 12 juillet 2018,

CONSIDÉRANT que la présente délibération a pour objet de fixer le cadre et la structure de l'évolution du régime indemnitaire des agents de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault.

Le bureau communautaire, ayant délibéré, décide :

- D'approuver les évocations du régime indemnitaire de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault conformément aux dispositions annexées à compter du 1er janvier 2019
- D'abroger, à compter du 1^{er} janvier 2019, les délibérations suivantes :

Délibération du bureau prise par délégation

du 5 novembre 2018

n°2

page 3/3

délibération n°4 du 25 juin 2001
délibérations n°3 et 4 du 17 décembre 2001
délibération du 25 mars 2002 relative à la création du régime indemnitaire du grade d'assistant socio-éducatif principal
délivération n°6 du 13 janvier 2003
une délibération du 22 décembre 2003
délibérations n°1 et 2 du 12 juillet 2004
délibération n° 3 du 27 septembre 2004
délibération n° 9 du 27 novembre 2006
délibération n° 15 du 9 juillet 2008
délibération n° 6 du 6 octobre 2008
délibération n° 2 du 1^{er} décembre 2008
délibération n° 5 du 19 décembre 2011
délibération n° 9 du 19 novembre 2012
délibération n° 5 du 9 septembre 2013
délibération n° 5 du 17 février 2014
délibération n°4 du 16 janvier 2015
délibération n°3 du 7 décembre 2015
délibérations n° 1 et 2 du 13 juin 2016
délibération n° 4 du 22 janvier 2018

- Les crédits sont inscrits au chapitre 12 du budget principal de l'Agglomération de Grand Châtellerault.

UNANIMITE

Certifié exécutoire

Par le président de la communauté d'agglomération

Publié au siège de Grand Châtellerault le 6/11/18

Pour ampliation,

Pour le président et par délégation,

La responsable du service juridique

Nadège GROLLIER